

# DÉCLARATION POUR LE DROIT À UNE SAINÉ ALIMENTATION AU QUÉBEC

## SE NOURRIR EST ESSENTIEL, comme respirer et boire

Au cours de son histoire collective, le Québec s'est doté de nombreuses politiques publiques généreuses et progressistes. Aujourd'hui encore, les inégalités sociales et économiques sont moins criantes ici qu'ailleurs. Nous faisons appel à notre culture progressiste pour lancer le chantier du droit à une saine alimentation.

Le gouvernement canadien a souscrit à plusieurs conventions internationales où le droit à l'alimentation est évoqué. Pourtant, l'alimentation est orpheline d'une véritable responsabilité d'État. De la ferme aux détaillants, les entreprises sont de moins en moins nombreuses. Celles qui restent ont un pouvoir accru sur notre alimentation. Les aliments ne sont considérés, sur le plan légal, que comme de banales marchandises.

### PARCE QUE :

- 1 million d'enfants et plus de 115 000 ménages composés de personnes âgées souffraient d'insécurité alimentaire en 2012 au Canada;
- 55 % des bénéficiaires de l'aide sociale vivent en insécurité alimentaire;
- en 2008, 10,3 % et en 2016 10,6 % de la population québécoise qui a eu recours aux banques alimentaires, occupait un emploi;
- 5 200 dollars était en 2016 le manque au budget annuel d'une famille de trois personnes vivant de l'aide sociale pour couvrir ses besoins de base;
- à Montréal, en 2017, le coût minimal quotidien d'un panier nutritif est de 8,49 \$ par personne pour une famille de quatre (1 019 \$ par mois);
- de 2007 à 2016, l'indice du prix à la consommation des aliments a augmenté de 26 % contre 14 % pour l'ensemble des biens et services;
- au Canada, 50 % de l'apport énergétique alimentaire provenait d'aliments ultra-transformés (en 2013, 231 kg par personne par année juste derrière les États-Unis avec 308 kg et loin devant l'Inde à 6,7 kg);
- 62,1 % de la population canadienne est en surcharge pondérale ou obèse, fléau qui coûte de 4,6 à 7 milliards de dollars par année en soins de santé;
- 500 multinationales contrôlent 70 % des affaires alimentaires du monde – les dix plus grandes génèrent un revenu annuel de plus de 450 milliards de dollars, autant que les PIB de tous les pays à faible revenu réunis;
- 45,5 % de la population du Québec habite dans des secteurs offrant un faible accès aux commerces d'alimentation;
- on estime à 100 millions de dollars par année le coût en soins de santé découlant de la difficulté de concilier travail et vie de famille;

### NOUS RÉCLAMONS,

#### au nom d'un bien commun alimentaire :

- la fixation du prix d'un panier d'aliments de base;
- l'accessibilité à des marchés de proximité, des jardins et des locaux de cuisine municipaux et à des territoires de cueillette, chasse et pêche;
- le financement accru des organismes communautaires en alimentation;
- un nouveau guide alimentaire favorable à la cuisine des aliments de base;
- un étiquetage pertinent, véridique, simple et clair;
- des aliments sains dans les établissements publics et les municipalités;
- la taxation accrue des boissons sucrées et aliments ultra-transformés;

#### au nom de notre jeunesse :

- la réintroduction des cours de cuisine dans les programmes éducatifs;
- l'interdiction des restaurants-minute aux abords des écoles;

#### au nom de la raison d'être de l'État :

- l'adoption de politiques alimentaires canadienne et québécoise dans l'optique de la réalisation du droit à l'alimentation et l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation;
- la modification de la mission de nos ministères de l'agriculture et de l'alimentation afin qu'ils assurent le droit à une saine alimentation;
- l'assurance pour tous d'un revenu décent couvrant l'ensemble des besoins de base et garantissant une partie pour l'alimentation;
- une politique québécoise favorable à la conciliation travail-famille;

#### au nom du leadership canadien sur la scène internationale :

- la signature par le Canada du protocole de mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- l'élaboration, par nos gouvernements québécois et canadien, d'une nouvelle convention internationale procurant aux aliments et aux denrées agricoles un statut distinct des autres biens de consommation.

[droitsainealimentation.org](http://droitsainealimentation.org) / Facebook : @droitsainealimentation